

• (1240)

Si ce n'est pas de l'hypocrisie, je ne sais pas ce que c'est. Un important ministre du gouvernement souligne dans le hansard que la création de la Société d'expansion du Cap-Breton est une mesure qui contribue à l'édification du pays. Que se passe-t-il aujourd'hui? Nous nous retrouvons avec des mesures législatives comme le projet de loi C-93 qui fait disparaître à jamais cette société, éliminant par le fait même une mesure qui contribue à l'édification du pays.

Il serait tout à fait inacceptable que nous laissions impunément le gouvernement faire preuve d'une telle malice, un gouvernement qui s'est joué de la bonne foi et des espoirs des milliers de résidents de ma région.

Au cours de mon intervention d'aujourd'hui, je voudrais rappeler l'historique de la Société de développement du Cap-Breton, de la Société d'expansion du Cap-Breton, dans la mesure où cela a un rapport avec l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et avec les faits. Les faits, c'est que le gouvernement nous a dit une chose, et qu'il fait maintenant le contraire.

Lorsque je pense aux préoccupations et à l'angoisse que connaissent les gens de mon île, j'ai une réaction de colère devant le traitement qu'on leur réserve, devant l'exploitation que les gouvernements font de leurs craintes, de leurs émotions et de leurs espoirs.

Nous l'avons entendu à la période des questions, et le ministre des Finances l'a admis, le taux de chômage au Cap-Breton est aujourd'hui de 20,9 p. 100. Le jour même où le taux de chômage est à 20,9 p. 100, le gouvernement supprime la Société d'expansion du Cap-Breton, organisme dont la création, il y a quelques années, était présentée comme une mesure contribuant à l'édification de notre pays. Est-ce équitable? Est-ce juste? Est-ce normal?

Mes collègues, les députés de Cap-Breton—The Sydneys et de Cap-Breton Highlands—Canso, parleront de ce qui s'est passé dans leurs circonscriptions.

Depuis quelques années, les coups durs, pour l'économie de l'île du Cap-Breton, se multiplient: fermeture de la base de radar, ponction de montants considérables dans l'économie locale, réduction du nombre de postes au collège de la Garde côtière, suppression du service de VIA Rail, suppression des liaisons par avion à réaction d'Air Canada. L'autre jour, deux usines de traitement du poisson de ma circonscription ont dû fermer leurs portes, et il y en a bien d'autres qui ont dû en faire autant dans l'île. Je suis sûr que mon collègue de Cap-Breton Highlands—Canso y fera allusion.

Initiatives ministérielles

Le nombre d'années-personnes de la Société de développement du Cap-Breton a été considérablement réduit. Les effectifs de la Sydney Steel Corporation ont été ramenés de 1 500 à environ 600. La liste continue.

La Nouvelle-Écosse a enregistré 2 184 faillites de particuliers en 1991, et 662 faillites commerciales. Les chiffres compilés jusqu'en octobre 1992 révèlent que les faillites de particuliers se chiffrent à 1 617 tandis que les faillites commerciales s'élèvent à 712 jusqu'à présent cette année. Le total des faillites atteint donc 5 175 depuis 1991. Et pourtant, le gouvernement du Canada a pris une décision très dure en fermant la Société d'expansion du Cap-Breton. Encore une fois, je le demande à la Chambre et à la présidence, est-ce juste? Est-ce équitable?

Non, ce n'est pas juste, ce n'est pas généreux et ce n'est pas digne d'un gouvernement national de prendre pareil le décision étant donné le carnage économique qu'il a infligé à la population. Nul gouvernement ne devrait s'acharner délibérément, comme le gouvernement actuel l'a fait à maintes reprises depuis plusieurs années, contre une région canadienne aussi pauvre et défavorisée que le Cap-Breton.

Il y a des gens qui vivent là aussi. Je pense aux jeunes. Je pense à mon fils et à mes deux filles qui vivent là tout comme moi. Ils veulent avoir la chance d'y grandir, d'y faire leurs études, d'y trouver un emploi et d'y élever une famille. Tout ce que nous avons, cependant, c'est un gouvernement national qui, soit dit en passant, est associé avec un gouvernement provincial dont l'incompétence ne le cède qu'à l'arrogance et le mépris pour les habitants de cette île.

Aujourd'hui, dans ma circonscription, deux mines de charbon sont fermées: la mine Lingan et la mine Phalen, à New Waterford. Beaucoup de mineurs et beaucoup de familles sont directement touchés. Le problème, c'est que l'eau a envahi la mine Lingan, et il a fallu évacuer cette mine qui devait fermer en mars. Mais environ 350 000 à 400 000 tonnes de charbon resteront inexploitées à cause de cette inondation. Beaucoup de travailleurs ont perdu leur emploi à cette mine, puis la même chose s'est produite à la mine Phalen.

Je ne connais pas la cause de l'inondation, mais j'ai de très sérieux doutes quant à la raison pour laquelle elle s'est produite. J'ai parlé avec des représentants de la partie syndicale ainsi qu'avec des représentants de la partie patronale. Tous ont prétendu que l'eau vient d'une autre mine de charbon abandonnée, la mine n° 26-1B. Deux experts sont actuellement sur place afin d'examiner les causes de l'accident. Cela témoigne assurément des